

21 mars 1986, 11 juin 1986, 22 juin 1988, 21 février 1989, 14 août 1989, 5 décembre 1989, 22 juin 1990, 8 août 1990, 13 août 1990, 9 janvier 1991, 18 janvier 1991, 16 juillet 1991, 16 septembre 1991, 26 septembre 1991, 17 octobre 1991, 23 octobre 1991, 4 mai 1992, 22 octobre 1992, 15 janvier 1993 et 14 avril 1993;

Vu le protocole du 18 juin 1993 du comité de secteur II — Finances;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère des Finances;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mai 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 mai 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 1er janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'intérêt de l'Etat requiert que le recouvrement de l'impôt puisse se faire de façon optimale;

Considérant que le présent arrêté tend à assurer un meilleur recouvrement de l'impôt qui est une tâche quotidienne; que l'intérêt de l'Etat commande dès lors que toute amélioration dudit recouvrement puisse se faire au plus vite; que les mesures contenues dans le présent arrêté auront un effet immédiat; qu'il est donc nécessaire de le prendre sans plus de retard;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'annexe IV de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat, sous la lettre B de la rubrique I, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

- « 1^o à l'administration des contributions directes :
- les emplois des rangs 11 à 14 du Secteur de la taxation;
 - les emplois des rangs 11 à 14 du Secteur des recettes. »

Art. 2. A l'annexe IV du même arrêté, le littéra A de la rubrique IV est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1993.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

8 december 1983, 2 mei 1984, 31 augustus 1984, 9 oktober 1984, 16 januari 1985, 9 april 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 22 juni 1988, 21 februari 1989, 14 augustus 1989, 5 december 1989, 22 juni 1990, 6 augustus 1990, 13 augustus 1990, 9 januari 1991, 18 januari 1991, 16 juli 1991, 16 september 1991, 26 september 1991, 17 oktober 1991, 23 oktober 1991, 4 mei 1992, 22 oktober 1992, 15 januari 1993 en 14 april 1993;

Gelet op het protocol van 18 juni 1993 van het Sectorcomité II — Financiën;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Financiën;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 mei 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 mei 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het belang van de Staat vereist dat de inning van de belasting optimaal kan verlopen;

Overwegende dat dit besluit strekt tot het verzekeren van een betere inning van de belasting welke een dagelijkse taak is; dat het belang van de Staat derhalve noodzaakt dat elke verbetering van deze inning zo vlug mogelijk kan gebeuren; dat de maatregelen in dit besluit vervat onmiddellijk uitwerking zullen hebben; dat het derhalve noodzakelijk is dit besluit zonder dralen te nemen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In bijlage IV van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, wordt de 1^o onder littera B van rubriek I, door de volgende bepaling vervangen :

- « 1^o bij de Administratie der directe belastingen :
- de betrekkingen van de rangen 11 tot 14 van de Sektor taxatie;
 - de betrekkingen van de rangen 11 tot 14 van de Sektor ontvangsten. »

Art. 2. In bijlage IV van hetzelfde besluit wordt littera A van rubriek IV opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1993.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juli 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 93 — 1780

13 JUILLET 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif aux subventions octroyées à certaines communes à titre d'intervention dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de service

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 227;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1987;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN**

N. 93 — 1780

13 JULI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 227;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1987;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant officier de la police communale, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 mai 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par l'impérieuse nécessité de permettre l'octroi de l'intervention dans le traitement des membres de la police communale ayant pris part durant l'année académique 1992-1993 à des formations professionnelles légalement obligatoires et considérées comme périodes d'activité de service;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif aux subventions octroyées à certaines communes à titre d'intervention dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de service est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal relatif à l'intervention octroyée à certaines communes dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de services »

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les mots « subvention à titre d'intervention » sont remplacés par le mot « intervention ».

Art. 3, § 1^{er}. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « des subventions visées » sont remplacés par les mots « de l'intervention visée ».

§ 2. Dans l'article 2, § 2, du même arrêté, les mots « La subvention » sont remplacés par les mots « L'intervention ».

§ 3. L'article 2, § 2, du même arrêté est complété comme suit :

« 4^o cours de formation pour l'obtention du brevet d'officier de la police communale organisés, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant officier de la police communale, par un centre d'entraînement et d'instruction agréé à cet effet par le Ministre de l'Intérieur. »

Art. 4. Dans l'article 3 du même arrêté, le mot « subventions » est remplacé par le mot « interventions ».

Art. 5. L'article 4 du même arrêté est complété comme suit :

« 4^o Formation pour l'obtention du brevet d'officier de la police communale : 2/12 du traitement correspondant à une ancienneté pécuniaire égale à dix ans dans l'échelle de traitement 1.43 fixée par l'arrêté royal du 25 juin 1990 précité, indexé au 1^{er} janvier de chaque année et augmenté de 26 % représentant les charges de sécurité sociale incombant à la commune. »

Art. 6. Dans l'article 5 du même arrêté, le mot « subventions » est remplacé par le mot « interventions ».

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 26 mei 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de dwingende noodzaak de toekenning mogelijk te maken van de tegemoetkoming in de bezoldiging van de leden van de gemeentepolitie die tijdens het academiejaar 1992-1993 hebben deelgenomen aan wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld »

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « een toelage toe als tussenkomst » vervangen door de woorden « een tegemoetkoming toe ».

Art. 3, § 1. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit wordt het woord « toelagen » vervangen door het woord « tegemoetkoming ».

§ 2. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « toelage » vervangen door het woord « tegemoetkoming ».

§ 3. Artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 4^o opleidingscursussen voor het behalen van het brevet van officier van de gemeentepolitie, georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie, door een te dien einde door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend trainings- en opleidingscentrum. »

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het woord « toelagen » vervangen door het woord « tegemoetkomingen ».

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 4^o Opleiding voor het behalen van het brevet van officier van de gemeentepolitie : 2/12 van de wedde die overeenstemt met tien jaar geldelijke anciënniteit in weddeschaal 1.43, vastgesteld bij het voormelde koninklijk besluit van 25 juni 1990, geïndexeerd op 1 januari van elk jaar en vermeerderd met 26 % sociale zekerheidsbijdrage ten laste van de gemeente. »

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het woord « subsidie » vervangen door het woord « tegemoetkomingen ».

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juli 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK